



Distr.: GENErale

NATIONS UNIES

ECA/RCID/4/97

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Original: Anglais

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

LES MULPOC:
RENFORCER LA PRESENCE DE LA CEA DANS LES SOUS-REGIONS

Note du Secrétariat de la CEA

Mars 1997

I. INTRODUCTION

1. Lors de sa trente-deuxième réunion tenue à Addis-Abeba du 6 au 8 mai 1996, la Conférence des ministres de la CEA a adopté une résolution¹/ demandant au Secrétaire Exécutif de la Commission de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les Centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets (MULPOC) "...en les dotant de personnel suffisant et compétent...", et de rendre compte de la mise en oeuvre de ces directives. (Une copie de la résolution est jointe en annexe à la présente note.)
2. En adoptant cette résolution, la Conférence a pris en considération entre autres le souhait exprimé par de nombreux pays de voir le rôle des MULPOC renforcé, de sorte qu'ils deviennent des partenaires efficaces des communautés économiques régionales (CER) et des organisations intergouvernementales (OIG) et non gouvernementales (ONG).
3. En application de la résolution, le Secrétariat a mené d'intenses consultations avec les Etats membres et les institutions qui sont ses partenaires et a mis en place un groupe de travail interne chargé de faire des recommandations en vue de la rationalisation des MULPOC dans le cadre du processus de renouveau entrepris par la Commission.
4. Un rapport est en préparation pour: (i) informer la Conférence des ministres des mesures déjà prises pour renforcer les MULPOC, comme demandé, et (ii) pour solliciter des directives concernant les mesures visant à renforcer davantage la capacité des MULPOC pour permettre à la CEA d'avoir un impact plus grand au niveau sous-régional.
5. L'objet de la présente note est de présenter brièvement les principaux points qui seront abordés dans le rapport.

II. MESURES PRISES PAR LA CEA POUR METTRE EN OEUVRE LA RESOLUTION

6. Comme indiqué plus haut, un groupe de travail interne a été créé par le Secrétaire exécutif pour rédiger un rapport sur la manière dont la question de rationalisation et de renforcement des MULPOC pourrait être abordée et discutée avec les Etats membres et les partenaires des MULPOC. Au vu du rapport du groupe de travail, le Secrétaire exécutif a pris des mesures dans les domaines suivants:

A. Rôle et programme futurs des MULPOC

7. Le rôle futur des MULPOC vise à accroître l'impact de la CEA au niveau sous-régional conformément aux orientations stratégiques de la Commission. Le domaine de prédilection du programme des MULPOC est la fourniture de services d'assistance technique aux Etats membres et aux OIG.

B. Quelques questions de politique

8. Comme indiqué ci-dessus, des missions de consultation ont été envoyées auprès de certains pays et institutions partenaires pour recueillir leur opinion sur quelques questions-clés relatives à la réorientation des MULPOC et aux modalités de leur fonctionnement. Ces consultations ont porté sur:

1. Le cadre institutionnel;
2. L'étendue géographique des MULPOC, leurs membres et leurs sièges;
3. Les modalités de fonctionnement.

C. Evaluation des besoins en ressources des MULPOC et décision de leur allouer 25 à 30 pour cent des ressources du budget ordinaire

9. L'inadéquation des ressources a été au centre de la performance peu satisfaisante des MULPOC, qu'il s'agisse du personnel ou de leurs besoins en moyens de fonctionnement, en particulier des fonds pour recruter des consultants.

10. Les besoins seront fonction du mandat redéfini des MULPOC et de la nécessité de renforcer leur capacité, la portée de leur action et leur impact. L'allocation de ressources sera décidée en fonction des critères d'efficacité et de travail en partenariat conformément aux priorités sous-régionales et au programme de la CEA. En conséquence, les ressources seront allouées de manière différenciée selon les MULPOC, en prenant en compte le niveau de développement de chaque sous-région et de ses besoins.

1. Ressources humaines

11. Un noyau d'experts devrait être en place dans chaque MULPOC en fonction des priorités et des besoins de la sous-région. A cet égard, le Secrétaire exécutif a déjà décidé d'affecter 25 à 30 pour cent des postes du budget ordinaire de la Commission aux MULPOC.

2. Ressources autres que le personnel

12. Tout aussi important pour atteindre un impact plus sensible des MULPOC est l'accroissement de leurs ressources autres qu'en personnel. C'est pourquoi il a été décidé d'augmenter leurs ressources relatives aux missions et aux consultants. Cependant, en raison de la croissance zéro imposée au budget de la Commission, d'autres sources sont envisagées ci-après pour compléter les ressources du budget ordinaire.

13. Outre les mesures déjà prises pour exécuter la résolution 810 (XXXI), les questions de politique ci-après auront à être examinées et faire l'objet de décisions de la part de la Conférence des ministres. Elles font l'objet de la Section III du rapport.

III. QUESTIONS SOUMISES A L'EXAMEN ET A LA DECISION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES

A. Mandat des MULPOC

1. Revue des objectifs et centres d'intérêt passés et présents des MULPOC

14. Le mandat des MULPOC trouve son origine dans deux résolutions de la Conférence des ministres, à savoir: la résolution 311 (XIII) relative à la création des MULPOC et la résolution 702 (XXV) sur la transformation et le renforcement des MULPOCs. La résolution 810 (XXXI) sur le renforcement des MULPOC adoptée par la Conférence des ministres le 8 mai 1996, tout en n'apportant aucun changement au mandat des MULPOC, autorise le Secrétaire exécutif à revoir toutes les questions susceptibles d'avoir un impact positif sur la performance des MULPOC. Ceci inclut naturellement le réexamen de leur mandat.

15. La résolution 702 (XXV) du 19 mai 1990 a davantage recentré l'aspect programme multinational/identification et exécution de projets du rôle des MULPOC qui n'avait pas été clairement décrit dans le mandat initial. Cependant, à la lumière de la nouvelle orientation du travail de la Commission, il est envisagé de revoir le mandat des centres pour conférer un recentrage stratégique aux activités et au rôle des MULPOC.

16. Au cours des consultations, le renforcement des MULPOC, y compris la redéfinition de leur mandat, a reçu un soutien débordant.

17. En outre, afin de refléter dans leur nom même leur nouvelle orientation faisant d'eux des liens importants entre la CEA et ses Etats membres et partenaires, il est proposé d'appeler désormais les

MULPOC Centres sous-régionaux de développement (CSR_D)²/. Ce changement marquerait aussi symboliquement le renouveau de la présence de la CEA dans les sous-régions.

B. ETENDUE GEOGRAPHIQUE DES MULPOC, LEURS MEMBRES ET LEURS SIEGES

18. La répartition inéquitable des pays a compté parmi les raisons de l'inefficacité des MULPOC. Il est, par conséquent nécessaire de revoir l'étendue géographique, les membres et la localisation des MULPOC.

1. Principes directeurs pour le regroupement

19. Certains facteurs doivent être pris en compte dans la configuration des MULPOC, la répartition de leurs membres et leur localisation. Au nombre de ces facteurs on peut citer: la facilité des relations avec les CER; la similitude des problèmes/priorités entre pays d'une sous-région donnée; les données historiques et culturelles des pays et organisations qui peuvent avoir une influence sur les activités d'intégration (par exemple les affinités linguistiques et la structure des organisations); le nombre de pays couverts par chaque MULPOC.

2. Les propositions de regroupement et de localisation

20. En fonction des principes ci-dessus, trois scénarios possibles de regroupement et de localisation des sièges des MULPOC ont été examinés, à savoir: maintien des structures existantes, création de deux MULPOC distincts pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, et regroupement des MULPOC de Gisenyi et de Lusaka pour couvrir tous les pays du COMESA et de la SADC. La localisation des sièges, l'étendue géographique, les avantages et inconvénients de chacun des scénarios seront examinés dans le rapport à la Conférence des ministres.

C. Cadre institutionnel

1. Les organes de décision

21. Les MULPOC font partie intégrante de la CEA, et sont soumis à l'autorité de la Conférence des ministres de la CEA. Chaque MULPOC a été doté à sa création d'un organe législatif sous la forme d'un Conseil des ministres ou Conseil des plénipotentiaires, et d'un Comité intergouvernemental d'experts (CIE) des pays de la sous-région. Cependant, une approche pragmatique a été adoptée, selon la situation institutionnelle qui prévalait dans chaque sous-région. Selon la décision de la Conférence des ministres, le rôle de ces organes consistait à:

- (i) fournir l'orientation technique et politique nécessaire à la formulation des programmes de travail sur la base des priorités sous-régionales; et
- (ii) surveiller l'exécution de ces programmes.

22. Cependant, peu après leurs premières réunions, il a été observé que la participation des ministres déclinait au point que dans certains cas seuls deux ministres étaient présents. D'où la décision de la Conférence des ministres en 1990 de supprimer les réunions ministérielles des MULPOC mais de maintenir le CIE. Mais la participation aux réunions des experts même a continué à baisser et certains MULPOC n'ont même pas pu tenir leurs réunions faute de quorum.

23. Au vu de ce qui précède, la question de savoir si les MULPOC ont besoin d'organes de décision distincts traitant directement des priorités de chaque sous-région mérite d'être posée. Un certain nombre d'options avec leurs avantages et inconvénients ont été examinées et seront présentées dans le rapport:

²/Dans cette note et jusqu'à ce que la Conférence des ministres en décide autrement, on utilisera le mot MULPOC

- (i) **Option 1: Rétablir les Conseils des ministres;**
- (ii) **Option 2: Maintenir les Comités intergouvernementaux d'experts;**
- (iii) **Option 3: Créer des organes conjoints avec les REC**
- (iv) **Option 4: Supprimer les organes de décision des MULPOC.**

D. Les ressources nécessaires

24. En plus du nombre important de postes que le Secrétaire exécutif a décidé d'affecter aux MULPOC, la possibilité d'obtenir les ressources supplémentaires suivantes est en train d'être explorée pour accroître les moyens des centres:

- 1. **Détachement temporaire de fonctionnaires nationaux pour des tâches spécifiques;**
- 2. **Ressources autres qu'en personnel:**
 - (a) **Affectation de ressources supplémentaires du budget ordinaire;**
 - (b) **Quête de ressources extrabudgétaires.**
- 3. **Soutien des centres régionaux d'excellence et de leurs réseaux.**
- 4. **Fourniture de locaux à usage de bureaux et d'autres moyens par les pays hôtes.**

E. Modalités de fonctionnement

25. Le rapport fera aussi des suggestions pour faciliter le fonctionnement des MULPOC. Ces suggestions concerneront des domaines tels que la programmation de leurs activités; le contrôle et l'évaluation de leurs activités; la création d'un consortium d'experts avec d'autres institutions opérant sur le terrain; et la création d'un cadre pour renforcer le partenariat.

RESOLUTION 810 (XXXI)

Renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC)

La Conférence des ministres.

Rappelant sa résolution 611 (XXII) du 24 avril 1987 sur l'accélération du processus d'intégration économique sous-régionale en Afrique et le rôle nouveau des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, ainsi que sa résolution 702 (XXV) du 19 mai 1990 sur la transformation et le renforcement de ces centres afin de leur permettre de jouer un rôle de catalyseur efficace pour l'intégration économique sous-régionale,

Rappelant en outre sa résolution 708 (XXVI) du 12 mai 1991 sur l'accélération du processus d'intégration économique en Afrique et le renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, et sa résolution 745 (XXVIII) du 4 mai 1993 sur le renforcement et la rationalisation des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Prenant note de la nouvelle vision stratégique de la Commission telle que soulignée dans le document intitulé: "Mieux servir l'Afrique: orientations stratégiques pour la Commission économique pour l'Afrique",

Tenant compte de la volonté manifeste des Etats membres de promouvoir le rôle des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets dans leurs sous-régions respectives en tant que partenaires véritables des Etats membres, des communautés économiques sous-régionales et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales,

Gardant à l'esprit les recommandations formulées par le Corps commun d'inspection dans son rapport portant sur la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, en particulier la recommandation relative à la décentralisation des ressources au profit des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en vue de les rendre plus efficaces,

1. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre les mesures nécessaires pour renforcer les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en mettant à leur disposition un personnel suffisant et compétent de même que les ressources financières nécessaires, y compris le recours à des consultants compétents, et de les doter, le cas échéant, d'une autonomie administrative suffisante pour leur permettre de fonctionner efficacement;

2. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission de prendre les mesures nécessaires pour que les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets jouent leur rôle avec plus d'efficacité en tant que centres d'excellence pour l'échange de données d'expérience et d'information et pour le soutien à apporter à la réalisation de l'intégration économique régionale;

3. Engage le Secrétaire exécutif, en coordination avec les organisations intergouvernementales régionales, à entamer les consultations nécessaires pour recommander ou non de réinstituer les conférences sous-régionales des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets afin de permettre à ces derniers de se concentrer davantage sur les priorités sous-régionales spécifiques et faire en sorte que la Commission soit plus présente aux niveaux sous-régional et national;

4. Engage en outre le Secrétaire exécutif à entreprendre une étude sur la rationalisation de la composition des différents centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et à formuler les recommandations qui s'imposent;

5. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils contribuent au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique en vue de renforcer les institutions et les activités à entreprendre au niveau des centres, et mettent à la disposition des centres des experts nationaux, à leurs propres frais, pour des travaux de courte durée;

6. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement, aux institutions bilatérales et multilatérales de financement pour qu'ils apportent leur soutien aux programmes de coopération technique des centres en faveur des Etats membres et des organisations intergouvernementales;

7. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de veiller à l'exécution de la présente résolution et d'en faire rapport à la prochaine Conférence des ministres.